



---

## 39<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme

Point 2 de l'ordre du jour

### Mise à jour par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme

Genève, le 11 septembre 2018

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

La Suisse souhaite la bienvenue à la nouvelle Haut-Commissaire et se réjouit de collaborer avec elle.

Nous sommes convaincus qu'elle dispose de l'expertise et des compétences nécessaires pour accomplir son mandat et relever les nombreux défis liés à sa fonction. La récente décision du gouvernement du **Nicaragua** d'expulser la mission d'experts du HCDH constitue un tel défi, alors que la présence de mécanismes internationaux des droits de l'homme dans le contexte actuel est essentielle.

Aujourd'hui, les droits de l'homme sont sous pression. Des normes et standards acquis sont remis en cause. Notre engagement conjoint et renforcé pour le respect et la protection des droits de l'homme est donc d'autant plus fondamental, et ce aussi dans une perspective de prévention des crises et conflits.

Nous aimerions évoquer trois situations qui nous préoccupent actuellement :

La Suisse est fortement préoccupée par la situation au **Venezuela**. Nous y constatons des violations récurrentes des droits de l'homme et une remise en question de l'état de droit et des

---

règles démocratiques. Nous appelons les autorités vénézuéliennes à renoncer d'urgence à toute violence et arrestation arbitraire, à respecter le droit à un procès équitable et à garantir aux détenus la protection contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La Suisse salue la libération récente de certains prisonniers politiques au **Cambodge**, y inclus des membres de l'opposition, et appelle à la libération de l'ensemble des prisonniers politiques. Elle reconnaît aussi le déroulement pacifique des élections générales. En revanche, nous déplorons que celles-ci n'aient été ni libres ni équitables. Nous appelons le Cambodge à reprendre ses efforts afin de consolider une démocratie pluraliste.

En vue des élections en **République démocratique du Congo**, nous saluons la décision du Président Kabila d'avoir tenu son engagement de respecter la Constitution. En même temps, nous appelons les autorités à veiller à ce que chaque citoyenne et citoyen puisse participer au processus électoral et ainsi exercer ses droits civils et politiques. Nous encourageons le gouvernement à inviter des observateurs électoraux.

Je vous remercie.